



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**Accompagnement
des victimes -
Subvention à
l'AAVIV**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 14/6/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise soutient, depuis plusieurs années, les actions de l'association d'aide aux victimes d'infractions du Var (AAVIV) dans le cadre du Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) en octroyant une subvention et en mettant à disposition le local du Point d'accès au droit à Draguignan.

Par délibération n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) afin de mettre en place une politique à l'échelle de l'intercommunalité en lien avec les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). Selon la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance, le CISPD est le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance. Il favorise l'échange d'informations entre les institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévues dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville.

Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.), réunis dans les instances du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (TIG, réparation, sanction pénales, rappels à l'ordre) et de prévention situationnelle (service de police).

L'AAVIV est reconnue par le Ministère de la Justice pour l'accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions pénales. Elle travaille en étroite collaboration avec un réseau structuré d'acteurs locaux tels que les procureurs de la République, les associations, les services sociaux, les gendarmeries, les commissariats, les polices municipales. L'équipe de 9 salariés de l'AAVIV, représentant 8,10 ETP (équivalent temps plein), est composée de juristes, de psychologues, de personnel encadrant et d'agents administratifs. L'objet de l'association est la prise en charge globale et personnalisée des victimes en plaçant leur dignité et leur vulnérabilité au cœur de la démarche.

L'association agit dans le cadre de la politique publique nationale de prévention de la délinquance et s'inscrit dans le Plan départemental de sécurité et de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes piloté par le Préfet du Var.

Bilan d'activité en Dracénie	2011	2012	2013
Nb de permanences	116	132	185
Nb de victimes bénéficiaires	379	473	909
Nb de dossiers ouverts	217	272	591
Nb de victimes suivies	162	201	318

L'AAVIV réalise des permanences d'accueil des victimes dans plusieurs lieux :

- Espace Millaud, avenue du 4 septembre à Draguignan
- Palais de Justice, Bureau d'aide aux victimes, à Draguignan
- Point d'accès au droit à Draguignan
- Commissariat de police de Draguignan
- Mairie du Muy

Le budget de l'action de 48 500 € se décompose en charges salariales (70%) et frais de fonctionnement, achats, déplacements, services extérieurs (30 %). Cette action, sur le territoire dracénien, représente 8% du budget global annuel de l'AAVIV de fonctionnement de 576 000 € pour l'ensemble du département.

Le plan de financement de l'action :

Budget 2014	Subvention FIPD	Ministère de la Justice	Conseil régional	Conseil général	CAD	Ville Draguignan
48 500 €	5 000 €	26 500 €	6 000 €	3 000 €	6 000 €	2 000 €
100%	10%	54%	13%	6%	13%	4%

Pour l'année 2014, l'AAVIV sollicite une subvention de 6 000€ auprès de la Communauté d'Agglomération Dracénoise soit 13% du budget de fonctionnement de l'action.

La participation de l'Etat au titre du Fonds interministériel de sécurité et de prévention de la délinquance (FIPD) est envisagée à hauteur 5 000€(soit 10%).

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir:

- accorder une subvention de six mille euros (6 000 €) à l'association d'aide aux victimes d'infractions du Var, sise Palais Monte Carlo, 1 rue Mirabeau, 83 300 Toulon, pour les actions d'intérêt communautaire d'accompagnement des victimes en Dracénie.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour et 1 abstention (RUDNIK Thierry) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.